

Cinq enjeux d'intervention dans la conjoncture

Yves Dimicoli

Le cycle conjoncturel actuel devrait aller à son terme, vers 2010-2013. Cependant la montée, d'ores et déjà, des difficultés annonciatrices de ce retournement vers une nouvelle récession mondiale se précisent et sont même assez sérieuses, comme en témoignent la remontée des taux d'intérêt, les tensions sur le prix du pétrole, les risques de krach sur les marchés de matières premières, financiers et immobiliers. Mais tout laisse penser, pour l'heure, que cela n'interrompra pas le cycle. Les capitalistes vont chercher à répondre à ces difficultés par une accumulation matérielle et financière nouvelle qui pourrait être plus gaspilleuse encore et rejeterait encore plus les hommes.

Ces nouvelles tentatives de réponse capitalistes doivent être surveillées de près pour prendre la mesure de leurs ambivalences. La récession à laquelle elles conduiraient fera éclater la suraccumulation matérielle et financière ainsi relancée. Mais cette crise serait, par hypothèse, beaucoup plus exigeante de transformations sociales radicales, car il y a une maturation sur de nombreux fronts essentiels pour la construction d'une issue positive à la crise systémique. Ce travail est d'autant plus nécessaire que va se nouer le débat sur le projet de société en 2007-2008 avec les élections en France. Or, on voit, pour l'heure, perdurer le manque d'ambition alternative du PS, conciliant avec la domination des capitaux financiers dans la recherche de solutions de type social-libéral.

Il faut donc pouvoir se saisir de cette conjoncture pour faire avancer le rassemblement et l'action pour des solutions alternatives de transformation sociale radicale permettant d'anticiper sur la récession de 2010-2013. Il s'agirait, ainsi, de se placer au rendez-vous du besoin de construction politique, sociale, économique nouvelle, à partir des maturations objectives et subjectives qui vont progresser d'ici là. C'est dire l'importance des deux moments politiques que vont constituer les élections de 2007 et 2008.

On peut sérier cinq grands fronts pour intervenir avec des contre-propositions rassembleuses.

Premier front : Le chômage, les pénuries de main d'œuvre qualifiée et les enjeux de sécurisation de l'emploi et de la formation avec la révolution démographique :

Le chômage est-il appelé à se résorber de façon très significative avec la fin du « papy boom » dans les pays de l'OCDE ? A l'évidence N. Sarkozy et F. Hollande parient la-dessus en promettant le retour du « plein emploi », en 2015 pour le premier, en 2012 pour le second prêt à jouer, en la matière, le rôle de « Monsieur Plus ».

Mais on sait combien cette promesse illusoire, formulée par L. Jospin...pour 2010 lors de sa dernière campagne présidentielle, est aussi un pari sur l'acceptation par le corps

social d'une plus grande précarité des emplois. Elle constitue donc aussi un pari sur une perpétuation de la croissance faible avec l'affaiblissement du renouvellement des classes d'âge actif et le vieillissement de la population.

En réalité, on peut penser que le chômage demeurera très important - sans parler des pays émergents et en développement - et que cette situation cohabitera avec l'envolée de pénuries de travail qualifié engendrant des tensions salariales, au minimum sectorielles, notamment dans les industries et services de haute technologie.

Cela ferait écho à l'exigence inassouvie, à l'échelle du monde, de fortes créations d'emplois qualifiées, notamment pour la main d'œuvre juvénile, et d'essor formidable des dépenses de recherche et de renouvellement des investissements technologiques.

D'un autre côté, avec le vieillissement des populations, on sait qu'il va falloir dépenser beaucoup plus pour la santé, les retraites, l'accès aux activités culturelles, les infrastructures sanitaires et sociales, la formation des salariés pour de nouveaux services à la personne, de qualité et en quantité.

L'enjeu paraît donc être de construire les bases de nouvelles solidarités intergénérationnelles avec la sécurisation de tous les moments de la vie, de la petite enfance jusqu'à la mort. L'essor considérable des dépenses en services publics nécessaires devra être alors pérennisé par l'avancée de nouvelles conditions de l'activité dans la production et les services. La visée d'une Sécurité d'emploi ou de formation, de tous les moments de la vie active, de chacun-e (accès des jeunes à l'emploi stable, sécurisation des parcours professionnels, fin de vie active et passage à la retraite) va être la seule perspective alternative face au consensus libéral sur le « plein emploi ».

Il paraît d'autant plus nécessaire d'investir les chantiers pratiques de cette construction que, face aux difficultés montantes, il va y avoir une accélération des efforts pour diviser les salariés, essayer de les intégrer et, y compris, faire appel à une « immigration choisie ».

Deuxième front : les technologies et la révolution informationnelle :

La montée des difficultés systémiques dans cette fin de cycle conjoncturel va sans doute s'accomplir avec une radicalité nouvelle. On peut penser qu'elle poussera à une accélération de l'arrivée à maturité et du recours à de nouvelles générations d'innovations technologiques informationnelles, avec, particulièrement, les biotechnologies et les nanotechnologies. Sous contrainte de rentabilité financière accrue dans la concurrence internationale, cet appel aux nouvelles technologies pourrait accentuer le rejet des hommes, tout en aiguissant, de façon paradoxale, le besoin objectif de débouchés solvables, de qualifications et de recherches, c'est à dire de promotion de toutes les capacités humaines.

De même, on peut penser que le recours à ces innovations technologiques coûteuses donnera lieu à une poussée nouvelle des gaspillages engendrés par le refus de coopérer pour partager coûts et résultats des recherches avec, notamment, la relance des dépenses de domination pour les OPA, OPE... et l'endettement que cela entraîne.

La crise qui s'annonce pour 2010-2013, comme les difficultés qui la préparent, notamment en 2007-2008, pourrait faire saillir beaucoup plus fortement le besoin de traiter tout autrement l'enjeu de maîtrise des technologies informationnelles avec, au cœur, la question du partage des coûts, des informations et des financements pour développer les capacités humaines.

Troisième front : Les enjeux énergétiques avec la révolution écologique :

C'est un élément fondamental, alors que même aux Etats-Unis, désormais, la crainte de la dépendance par rapport au pétrole, d'un côté, et, de l'autre, l'angoisse du changement climatique, font poser par divers milieux la nécessité d'une transformation du système énergétique avec, notamment, l'appel aux énergies non polluantes et le développement des biocarburants.

Dans quelle mesure la pression à la hausse des prix du pétrole brut ne va-t-elle pas exaspérer, dans la conjoncture qui se profile, le besoin de recherches, de formations, d'investissements efficaces pour l'essor des énergies alternatives, un nucléaire pleinement sécurisé, mais aussi pour des modes de transports et de logements beaucoup plus économes en énergie ? Et, dans ces conditions, comment cela pourrait-il servir de point d'appui pour mettre en accusation, notamment, les gestions des groupes énergéticiens, leur refus de coopérer pour organiser le changement de système énergétique et les gâchis de profits qu'ils accumulent ? Car, la principale barrière à l'engagement d'une révolution énergétique c'est la rentabilité financière, sans parler des rapports de domination vis à vis des pays producteurs d'énergie fossile, à commencer par les Etats- Unis.

Quatrième front : La monnaie et le financement des balances de paiement avec la révolution monétaire :

On mesure les pressions qui vont se développer contre le dollar et combien ces difficultés vont constituer un élément particulièrement aiguë de la future récession mondiale. Beaucoup plus encore que lors de la dite « crise asiatique » de la fin des années 1990, puis de la dernière récession mondiale,

les Etats-Unis vont être directement impliqués. Simultanément va s'accroître le rôle et la responsabilité, non seulement des pays émergents - Chine en tête - mais aussi de l'Europe, avec la question de l'organisations zonale du monde. En perspective de ce choc, il ne s'agit pas tant de savoir de quelle ampleur, plus ou moins catastrophique, sera la correction de la baisse du dollar, mais quel défi politique va s'aiguïser du besoin d'une autre monnaie commune mondiale de coopération, pour un co-développement, et non plus de domination. Le débat autour de la transformation radicale du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale pourrait prendre une dimension inédite. Il y a, en effet, une nouveauté considérable du besoin de s'émanciper de l'hégémonie du dollar. Sans doute, la maturation subjective des idées doit-elle encore beaucoup progresser sur ce terrain. Cependant, désormais, cet enjeu est infiniment plus ouvert. De même, va se préciser, comme jamais, l'enjeu de rapprochements Europe/pays émergents face à la domination américaine étouffante, avec l'affirmation du poids et du rôle de la Chine et de l'Inde, mais aussi de l'Amérique latine.

Cinquième front : La construction européenne :

Les leaders historiques de cette construction, Allemagne, France, Italie, font face à des difficultés sans précédent. Elles sont dues à leurs énormes exportations de capitaux qui sont un peu comme le prurit de la crise de cette tentative capitaliste de construction zonale.

L'enjeu de coopérer, au lieu de dominer, en Europe et avec les pays émergents pour se développer, contre la croissance financière des capitaux, est appelé à s'aiguïser très vivement, alors que la paralysie sur la construction institutionnelle, après le refus du projet de Traité constitutionnel, va devenir de plus en plus intolérable, appelant une créativité nouvelle. L'irresponsabilité de la BCE vis à vis de la croissance réelle, du social et de l'emploi, avec son dogmatisme anti-inflationniste et la remontée des taux d'intérêt, pourrait apparaître encore plus intolérable en cet fin de cycle intermédiaire. En liaison avec la double nécessité de révolutionner la politique monétaire européenne et de concevoir tout autrement la coopération entre les politiques budgétaires nationales, elles-mêmes transformées, pourrait se poser, avec infiniment plus de force, la question d'une émancipation du marché financier et d'une sélectivité nouvelle du crédit, de même que d'une libération de la dépense publique, pour sécuriser et promouvoir toutes les capacités humaines. Enfin, de façon transversale à ces cinq fronts, pourrait progresser la question du rôle et de la finalité des entreprises, avec l'exigence de pouvoirs nouveaux d'intervention des salariés sur leurs gestions pour les réorienter. Le problème de la responsabilité sociale, territoriale, environnementale des entreprises a déjà beaucoup mûri depuis le début de la crise systémique. On voit pourtant perdurer l'insuffisance de maturation subjective sur la gestion, mais aussi sur la place de l'entreprise au sein du système de pouvoirs et de la culture des sociétés modernes. L'enjeu de nouvelles entreprises publiques assumant, au-delà de leurs missions éventuelles de service public, une mission générale de sécurisation-promotion de l'emploi et de la formation pourrait se poser fortement en France et en Europe. Mais cela se poserait aussi à l'échelle du monde entier, avec le souci grandissant du développement et de la gestion des biens communs à toute l'humanité. ■